



FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS

Terms of Reference for Consultant

Titre	Consultant International Juriste	
Objet	Renforcer le cadre juridique et institutionnel pour la gouvernance relative au projet CCLME, basé sur la combinaison des cadres de gouvernance environnementale et des pêcheries, en particulier celui de la CSRP, la COMHAFAT, et la Convention d'Abidjan.	
Division/Département	FAO Service de la Pêche Marine et Continentale; Unité régionale de coordination du Projet de "Protection du grand écosystème marin du courant des Canaries" (CCLME).	
Programme/Project N°:	GCP/INT/023/GFF	
Lieu:	Travail à domicile avec des missions dans la région du projet CCLME et Siège de la FAO pour un briefing.	
Date de début de la consultation	Durée :	10 semaines
Supervision:	Birane Sambe/Blaise Kuemlangan	Title: Coordonnateur Régional du projet/ Chef du Service Droit et Développement (LEGN)
DESCRIPTION GÉNÉRALE DES TÂCHES ET DES OBJECTIFS		

Sous la supervision générale du Coordonateur FIRF, la supervision technique du Chef du Service Droit et Développement (LEGN), la supervision directe du Coordonateur Régional du Projet "Protection du grand écosystème marin du courant des Canaries" (CCLME), et en étroite collaboration avec le staff et les partenaires du projet, le consultant accomplira les tâches suivantes:

- Préparer un document d'orientation sur le cadre de gouvernance du projet CCLME, incluant une analyse du cadre juridique et institutionnel de la région ; une description de l'interconnexion entre les différents éléments de ce cadre, une analyse des lacunes, inconsistances, et duplications du cadre juridique et institutionnel ; ainsi que des recommandations sur l'amélioration de ce cadre, en se fondant sur les forces et les opportunités actuelles. Ce document d'orientation doit prendre en compte les institutions sous-régionales existantes comme la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP), la COMHAFAT et la Convention d'Abidjan ;
- Présenter ce projet de document d'orientation lors d'un atelier et faciliter les discussions sur les questions relatives à la gouvernance ;
- Contribuer à l'évaluation des questions de gouvernance affectant le CCLME, dans le cadre du TDA (analyse diagnostique transfrontalière);
- Rédiger un rapport final présentant les recommandations spécifiques pour le renforcement du cadre juridique et institutionnel, suite à l'évaluation, et devant être établi dans le cadre du SAP.

KEY PERFORMANCE INDICATORS

Produits attendus:

- Un document d'orientation sur le cadre de gouvernance du CCLME, comprenant tous les éléments mentionnés ci-dessus.
- Propositions sur l'évaluation des questions de gouvernance du TDA.
- Une présentation PowerPoint sur le document d'orientation.
- Propositions finales sur le cadre juridique et institutionnel de gouvernance du CCLME.

Dates indicatives:

15 Mars 2013
30 Mars 2013
Avril 2013
Mai 2013

Compétences requises

Qualifications Académiques

- Diplôme supérieur en droit, y compris en droit des ressources naturelles et droit de la mer.

Compétences techniques et expérience requises :

- Juriste ayant une bonne connaissance des questions liées à l'exploitation des ressources marines, et une expérience en Afrique de l'Ouest
- Bonne connaissance du cadre juridique en relation avec les pêcheries de la région du projet CCLME
- Maîtrise parfaite du français, en termes de communication et de rédaction
- Connaissance de l'anglais

Tous les candidats doivent avoir une connaissance de l'outil informatique, et avoir l'aptitude de travailler en équipe avec des personnes de nationalités et de cultures différentes. Les nationaux des pays participants au projet sont fortement encouragés à y postuler, bien que cela ne soit pas exclusif.

Tous les dossiers de candidatures sous format électronique doivent être envoyés au plus tard le 15 décembre 2012. Les candidats doivent envoyer un formulaire PHF des Nations Unies avec une lettre de motivation d'une ou deux pages résumant la manière dont ils répondent aux critères du poste à:

Birane.sambe@fao.org, Blaise.Kuemlangan@fao.org et fatou.tamba@fao.org